



## DECLARATION DE LA FSU54 AU CDEN DU 7 FEVRIER 2017

Mesdames et messieurs les membres du CDEN.

La priorité à l'éducation, slogan affiché et répété du quinquennat de François Hollande, ne sera décidément pas passée par la Lorraine. L'académie de Nancy-Metz est, en effet, la seule académie métropolitaine à perdre des postes depuis 2012. Sur le cumul, ce sont 8 postes supprimés dans le 1<sup>er</sup> degré et 45 postes supprimés dans le 2<sup>nd</sup> degré que nous avons subis. Ce sont les chiffres du ministère, et non des élucubrations de syndicalistes !

L'ardoise est lourde !

A l'échelle départementale, pour la rentrée 2017, comment engager une politique éducative ambitieuse à hauteur des besoins des écoles, des élèves et des enseignants avec seulement 2 postes créés dans le premier degré et 13 postes supprimés dans les collèges ?

Certes, la baisse démographique est réelle, elle est aussi le reflet d'une situation économique et sociale qui, en Lorraine, est loin d'être « porteuse d'avenir ». On ne peut accepter une entrée unique par les chiffres et une gestion d'une politique éducative reposant sur la seule calculatrice.

Le métier d'enseignant est de plus en plus complexe et difficile : multiplications des réformes et des injonctions, hétérogénéité des classes importante, effectifs parfois pléthoriques, nécessité de répondre aux besoins particuliers des élèves, inclusion des élèves en situation de handicap à moyens constants....

Et les résultats de l'enquête PISA 2016 confortent l'analyse de la FSU : il y a urgence à améliorer significativement les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des enseignants. En effet, le score moyen obtenu par la France à cette enquête masque de fortes différences. D'un côté, une élite qui excelle (8% des élèves, un pourcentage stable). Et de l'autre, un nombre toujours plus important d'élèves qui cumulent les difficultés.

De façon encore plus appuyée et indispensable depuis la crise de 2008, ce sont bien les services publics qui évitent le creusement profond des inégalités et maintiennent une certaine cohésion dans la société. Nous devons le renforcer et non le fragiliser.

Notre service public d'éducation est mis à rude épreuve, soumis à de nouvelles tensions et pressions alimentant une souffrance au travail de plus en plus prégnante chez nos nombreux collègues.

La FSU continuera d'agir pour déconstruire les clichés et les projets destructeurs remettant en cause la fonction publique, les services publics et l'ensemble de la protection sociale. Dans ce contexte, la FSU prendra toute sa place dans le débat public, en toute indépendance. La FSU s'opposera à tous les projets qui visent à renforcer les inégalités et à réduire le droit de tous à l'éducation.